

# **LE PRINTEMPS DES LUTTES LOCALES**

## **DU 23 AU 26 MAI**



# **Sommaire du Dossier de Presse**

## **Communiqué de presse Page 3**

- Printemps des luttes locales : présentation et dates clés
- Objectifs et dynamique des luttes locales

## **Mobilisations et Actions Page 5**

1. Contre les data centers
2. Contre les carrières
3. Contre l'implantation massive du photovoltaïque
4. Contre les projets routiers

## **L'appel du printemps des luttes locales ! Page 7**

## **Pourquoi lutter contre différentes filières ? Page 10**

- Filière du BTP
- Data centers
- Carrières
- Centrales photovoltaïques
- Projets routiers et méga projets

## **Infos pratiques & Contact presse Page 16**

# Communiqué de presse

## **Printemps des luttes locales : du 23 au 26, mai des dizaines d'actions auront lieu partout en France et au delà !**

De la frontière italienne à St Brieuc, des collectifs contre le photovoltaïque sur des terres naturelles aux associations contre les carrières qui se multiplient, les luttes locales s'unissent pour 4 jours d'actions fin mai, afin de réaffirmer la lutte contre l'artificialisation des sols, et ensemble fissurer le béton !



À l'appel de plus de 150 organisations, associations, syndicats et collectifs, des dizaines d'actions auront lieu du 23 au 26 mai, en France et en Suisse, pour présenter partout un front uni face aux projets destructeurs du vivant.

Le printemps des luttes locales s'inscrit dans une dynamique large d'opposition à l'artificialisation des sols, qui s'organise et se structure progressivement. Depuis des années, de Notre Dame des Landes, au Lyon-Turin, à l'A69 et aux mégabassines, les mobilisations contre les grands projets imposés artificialisant des milliers d'hectares de terres retentissent partout en Europe. En 2020, un tournant s'opère avec les actions *Fin de chantiers* menées par Extinction Rébellion, puis *Grand Péril Express* en 2021 avec les Soulèvements de la terre, pour pointer du doigt la filière qui produit le matériau permettant leur construction.

Alors que des rapports accablants sont publiés par les ONG du monde entier pour alerter sur les ravages du béton et de son industrie, des cimenteries, des centrales à béton et des barges sont occupées et bloquées. En décembre 2023, une vaste campagne de 50 actions en France et à l'international, portée par plus de 200 organisations poursuit cette visibilisation, en ciblant les sites et les industriels responsables comme le cimentier Lafarge-Holcim, via des blocages, intrusions, occupations, désarmements... dans une vague coordonnée jamais vue auparavant. Financement du terrorisme, répression débridée et artificialisation sans compter, le géant du ciment demeure un des grands coupables de cette industrie mortifère.

**Alors que la France détruit ses sols quatre fois plus vite que la population ne croît, à l'heure où l'objectif zéro artificialisation est totalement piétiné, nous devons agir et consolider ce front pour le vivant.**

L'opposition au puissant lobby du béton est plus intense que jamais, et les luttes sont de plus en plus nombreuses. [La carte des luttes du média Reporterre](#), actualisée en février 2026, recense ainsi plus de 650 de ces combats locaux qui se multiplient et s'organisent pour reprendre le pouvoir sur l'aménagement de nos villages, nos villes, nos campagnes.

Ces luttes s'opposent à des extensions d'aéroports, des fermes usines, des projets photovoltaïques, des plateformes logistiques, des centres commerciaux, des carrières, des surfparcs... Il s'agit de centaines de millions d'euros d'argent public et de centaines de milliers d'hectares qui sont investis dans des projets en inadéquation avec leur temps, au détriment des populations locales et des travailleur-euses.

Des associations du mouvement climat mais aussi des syndicats et des organisations paysannes s'allient en soutien à ces luttes, avec pour but d'obtenir des victoires concrètes. Solidaires, la Confédération paysanne, les Soulèvements de la Terre, Attac, Alternatiba, AJC, Terres de luttes, les Amis de la Terre, l'Atelier Paysan, les Naturalistes des terres et plus d'une centaine d'autres organisations soutiennent ces actions. Car ces luttes permettent un lien politique sur le terrain, et des alliances plus larges que celles auxquelles nous sommes habitué-e-s.

Et elles l'emportent souvent : sur les dix dernières années ce sont [plus de 160 victoires](#) qui ont été remportées par ces collectifs d'habitant-e-s, contre des multinationales et des projets gigantesques ! **Ces quatre jours d'actions aux modalités variées, menées conjointement par les luttes locales s'inscriront dans cette volonté d'amplifier nos résistances.**

Contact presse

via l'application Signal : [@printemps.26](#)

via mail : [printempsdeslutteslocales@systemli.org](mailto:printempsdeslutteslocales@systemli.org)

# Mobilisations !

Des dizaines d'actions vont avoir lieu partout en France à l'occasion du printemps des luttes locales, retrouvez la liste détaillée [sur la carte](#).

Que ce soit contre des projets routiers ou de lignes à grande vitesse, en soutien à des militant-es et des luttes victimes de répression, pour la défense de jardins ouvriers ou encore pour dénoncer un projet de canal gigantesque... ces 4 jours d'actions prendront des formes multiples. Des blocages de chantiers, à des décorations colorées de sites industriels et à des réunions publiques, il s'agit pour ces luttes d'adapter leurs moyens au territoire et à l'état d'avancement du projet contre lequel elles luttent.

Aux quatre coins du territoire et avec des moyens différents, **il s'agit d'agir ensemble pour en finir avec le monde du tout-béton.**

*Parmi les nombreuses mobilisations prévues, voici un petit focus sur quelques-unes annoncées :*

## Contre les data centers !

De nombreuses luttes locales contre les data center se lancent en ce moment, [recensées en ligne sur une carte participative](#) (sur laquelle figurent déjà plus de 350 data center existants et 59 projets) par le collectif *Le Nuage était sous nos pieds*. Beaucoup vont rejoindre la campagne Fissurer le béton pour lutter contre l'artificialisation des sols et la confiscation de nos territoires par des intérêts privés.

À Fouju par exemple, au cœur de la campagne Seine-et-Marnaise, le plus grand projet de data center appelé Campus IA artificialiserait 90 hectares (soit 125 terrains de foot) et consommerait à lui seul 12 TWh, soit près de 20 % de la consommation électrique actuelle de l'Île-de-France. Ce projet affectera les terres, la qualité de l'eau, de l'air et la santé des habitant.es, notamment dans la prison qui doit être construite à proximité, le tout pour les "besoins" du développement d'IA sans aucun contrôle de l'usage et de l'utilité. Plusieurs associations locales et collectifs proposeront un rassemblement près du site pour montrer leur opposition au projet de Campus IA.

## Contre les carrières !

Pollution de l'air, artificialisation de terres agricoles, enfouissement de déchets inertes, assèchement des nappes phréatiques, nuisances sonores, trafic routier en hausse, usine à parpaing et à bitume... la liste des raisons de s'opposer aux projets de carrières existantes et

à venir est longue, et partout en France des collectifs se soulèvent pour préserver les sols et les sous-sol de ces projets extractivistes. En Normandie, en Bretagne ou encore en Loire-Atlantique, plusieurs rassemblements publics et actions auront lieu pour protester contre des projets ou des extensions de carrières dans l'Ouest.

### **Contre l'implantation massive du photovoltaïque !**

Des milliers d'habitantes et de riverains, paysannes et paysans, luttent activement contre le déploiement de ces immenses zones industrielles partout en France, de tracts en sabotages, avec une centaine de luttes victorieuses déjà à leur actif ces dernières années.

À l'occasion du Printemps des luttes locales, plusieurs collectifs se réuniront à travers le pays pour dire non à la destruction de la biodiversité et au détournement des terres agricoles. Des randonnées, manifestations, réunions publiques d'information ou encore des visites guidées auront lieu depuis les communes littorales de Pleudaniel et Ploezal jusqu'en Montagne de Lure, afin de visibiliser ces installations présentes et futures et leurs problématiques.

### **Contre les projets routiers !**

La région Normandie vient d'officialiser la chute du projet de contournement Est de Rouen, mais cette bonne nouvelle ne vient pas éteindre notre soif de voir les projets routiers couler les uns après les autres. Le 2 mai dernier près de Genève, contre l'A412, une mobilisation a rassemblé des centaines de vélos et tracteurs en pleine enquête publique. Du 14 au 17 mai, les collectifs en lutte contre le projet de déviation de Saint-Péray (07) [appellent à une mobilisation d'ampleur](#) "On Fait Pas L'Pont" pour s'opposer au passage en force des travaux, démarrés en septembre 2025 sans que les autorisations environnementales n'aient été obtenues. Cette mobilisation viendra lancer le Printemps des Luttes Locales, du 23 au 26 mai, et les luttes contre les routes repondront présent pour fissurer le béton !

Elles poursuivront également leurs actions les 30 et 31 mai autour de la Déroute des Routes, de Sud-Rails et de l'Alliance écologique et sociale lors de la campagne "*Moins de Routes — Plus de Train*".

# Pourquoi le printemps des luttes locales ?

## **Printemps des luttes locales : faisons entendre nos territoires en résistance !**

Malgré les grands engagements<sup>1</sup> de zéro artificialisation et de préservation du vivant, le constat est accablant : **la France continue de bétonner massivement ses terres agricoles et naturelles.**

Chaque année, plus de 24 000 hectares sont encore artificialisés<sup>2</sup>, soit cinq terrains de football par heure, et cette destruction massive ne ralentit pas. La bétonisation imperméabilise les sols, tandis que l'extraction des granulats artificialise les terres agricoles et détruit les nappes souterraines, le plus souvent de façon irrémédiable. Le ciment, ingrédient indispensable à la fabrication du béton, est responsable de 8 % des émissions de CO<sub>2</sub> mondiales, et de la disparition des habitats naturels, première cause de l'extinction de la biodiversité.

Et tout cela, pour qui, et pour quoi ? Dans le Tarn, on rase 430 hectares pour l'A69 et gagner une poignée de minutes pour les quelques-uns qui pourront se payer le péage chaque jour – et une cinquantaine d'autres projets similaires sont prévus en France. En Picardie, on rase et on creuse 3 200 hectares de terres pour un canal qui ne fera qu'accélérer le transport de porte-containers, au profit de l'empire logistique et de la consommation de masse de produits venus de toujours plus loin. Dans les Alpes, on bétonne déjà en prévision des JO 2030 pour multiplier des hôtels de luxe et équipements qui seront abandonnés peu après. En périphérie des centres urbains, on rase les derniers espaces verts et les friches pour y mettre des data centers et soutenir la massification de l'IA. Pour poursuivre le tout-béton, on éventre des collines et des montagnes pour de nouvelles carrières à travers la France, on rase des forêts, recouvre des zones humides de ZAC, d'entrepôts et de centres commerciaux qui ne répondent qu'aux besoins d'un capitalisme prédateur, jamais à celui des habitant-e-s.

Cette destruction se fait jour après jour en bande organisée, et les responsables sont bien connus. Ce sont ces nombreux maires bétonneurs qui signent à la moindre fausse promesse d'emploi ou perspective de gains court-termistes d'un projet. Ce sont les préfets qui autorisent ces projets en détournant le droit de l'environnement pour ne pas l'appliquer. Ce sont les ministres et parlementaires qui détricotent la loi ZAN, et qui loi après règlement, comme avec la bien connue loi Duplomb, accélèrent toujours les procédures et réduisent toujours le simple droit de contester un projet d'urbanisme. Ce sont les entreprises du BTP qui, droguées à l'argent public, font pression pour continuer à bétonner comme dans les années 1960. Ce sont les multinationales du béton comme Lafarge-Holcim, ou les acharnés de la route comme Vinci Autoroute ou Atosca, dont le modèle économique tout entier dépend du fait de construire des infrastructures perfusées aux milliards d'argent public.

Mais depuis plusieurs années un front se lève contre l'artificialisation des sols et le monde du béton. Dès 2020, des actions *fin de chantier* menées par Extinction Rebellion commençaient à occuper et dénoncer les cimenteries, tandis que des rapports accablants étaient publiés par les ONG du monde

entier, et que des actions souterraines avaient lieu pour endiguer les chantiers. En décembre 2023<sup>3</sup>, une vaste campagne de 50 actions en France et à l'internationale portée par plus de 200 organisations a permis de visibiliser la filière béton et le cimentier Lafarge-Holcim, via des blocages, intrusions, occupations, désarmements, ... jamais vus auparavant. Financement du terrorisme, répression débridée et artificialisation sans compter, le géant du ciment demeure un des grands coupables de cette industrie mortifère.

Ce refus de l'accaparement de nos territoires par les bétonneurs se massifie : partout des collectifs d'habitant-e-s se lèvent pour rejeter en bloc ces projets d'aménagement imposés, qui non seulement bétonnent mais amènent toujours avec eux la vision d'un monde toxique pour celles et ceux qui y vivent : pollutions des eaux, des sols, destruction de la paysannerie ou des maillages locaux, conditions de vie et de travail dégradées, ...

La [carte des luttes](#) du média Reporterre, actualisée en février 2026, recense ainsi plus de 750 de ces combats locaux<sup>4</sup> qui se multiplient et s'organisent pour reprendre le pouvoir sur ce qui est fait de nos villages, nos villes, nos campagnes. Car nos luttes permettent un lien politique sur le terrain, des organisations nouvelles et des rencontres plus larges que celles auxquelles nous sommes habitué-e-s. Et elles l'emportent souvent : sur les dix dernières années ce sont plus de 160 victoires qui ont été remportées par ces collectifs d'habitant-e-s, contre des multinationales et des projets gigantesques<sup>5</sup> !

**Il nous faut maintenant aller plus loin : amplifier nos résistances, nos capacités de réaction et notre entraide en tant que mouvement.** Tant face à la montée des idéologies autoritaires et antidémocratiques, qu'à la multiplication des projets imposés et polluants, nous devons construire *des territoires en résistance*.

De nouveaux conseils municipaux seront élus en mars, mais nous savons bien que nous ne pourrons pas changer les politiques locales sous pression des logiques capitalistes d'aménagement du territoire sans un rapport de force qui rende nos luttes incontournables.

Alors dès ce printemps nous serons là, dans les villes et les campagnes, dans les carrières, dans les champs, sur les futures ZAC ou tracés d'autoroutes, pour en finir avec le monde du tout-béton. Nous serons là pour les stopper, les retarder, les perturber autant que possible, nous massifier et rendre notre opposition incontournable, jusqu'à ce que le coût de leur entêtement soit si élevé qu'ils renoncent !

Ensemble, habitant-e-s, naturalistes, collectifs en lutte, victimes des impacts de l'artificialisation, ouvrier-e-s et professionnel-le-s de l'industrie qui souhaitent travailler avec dignité sans détruire leur santé, organisations syndicales, associations, nous allons faire entendre la voix de nos territoires en résistance.

Durant 4 jours manifestations, actions, affichages, publications, blocages vont se succéder partout pour présenter un front uni face aux projets destructeurs du vivant.

**Ensemble, passons à l'action du 23 au 26 mai, pour ce qui sera le printemps des luttes locales. Rejoignez-nous !**

**Sources :**

1. <https://reseauactionclimat.org/publications/etat-des-lieux-et-enjeux-artificialisation-des-sols-et-objectif-zero-artificialisation-nette/> 
2. <https://www.ecologie.gouv.fr/politiques-publiques/artificialisation-sols> 
3. <https://journeescontrelebeton.noblogs.org/> 
4. <https://reporterre.net/La-carte-des-luttes-contre-les-grands-projets-inutiles> 
5. <https://terresdeluttes.fr/quand-la-lutte-lemporte/> 

**Premiers signataires :**

Alternatiba, ANV-COP21, Attac France, Les Amis de la Terre France, Union syndicale Solidaires, Les Batisseuses des terres, Coordination nationale photorévoltée, Confédération Paysanne, La Déroute des routes, Extinction Rebellion, Les Naturalistes des Terres, L'Observatoire des abeilles, Pour Une Ecologie Populaire et Sociale – PEPS, Réseau Sortir du Nucléaire, Les Soulèvements de la terre, Collectif reprise de terre, Réseau Rester sur terre, Revue Terrestres, Terres de Luites...

## POURQUOI LUTTER CONTRE LA FILIERE DU BTP ?

**La filière de la construction, autrement dit du BTP, est un des secteurs les plus dévastateurs au monde.** Les chiffres qui en découlent dépassent tout ce que l'on peut imaginer. Emissions carbone, extractivisme, artificialisation des sols, destruction de la biodiversité, exploitation des ouvrier-es, accaparement des terres et du foncier pour les intérêts capitalistes des bétonneurs.

**Le secteur engendre plus de 37% des émissions de CO2 mondiales** (1). Il repose sur un matériau: le béton de ciment. C'est le plus produit au monde. 4,6 milliards de tonnes sont produites chaque année (2).

Pour le fabriquer, il faut du ciment, du sable, du granulats et de l'eau. **Le sable est la deuxième ressource non renouvelable extraite après l'eau.** En France, on extrait l'équivalent de 18 kg par jour par habitant (3). **L'extraction en rivière ou en mer provoque l'érosion des berges et des côtes, et a des conséquences irréversibles sur la biodiversité et sur l'eau.** Il faut d'ailleurs laver le sable marin à l'eau douce pour l'utiliser. Ces sites d'extraction ont un impact direct sur les nappes phréatiques et sur les sources d'eau à proximité. Ces trous servent ensuite de poubelles pour enfouir des déchets inertes - qui ne sont plus inertes au contact de l'eau - considéré comme de la valorisation. **76% des déchets en France sont issus du BTP.** Dans la loi ZAN, les carrières - pour extraire puis enfouir - ne sont d'ailleurs pas considérées comme des sols artificialisés. Toutes les étapes de la filière sont enrobées d'un vocabulaire greenwashé. Nous ne sommes pas dupes.

**Les sols, les ressources minérales, l'eau, le vivant, sont déplacés, épuisés, troqués, échangés au bon vouloir des bétonneurs. L'artificialisation est une des premières causes de la perte de biodiversité au monde.** 50% de la disparition des espèces serait due à ce phénomène. 24 000 hectares de terres disparaissent tous les ans en France. 70% de ces sols artificialisés sont imperméables. Et un sol imperméable ne stocke plus de carbone, et **aggrave considérablement les risques d'inondations et les îlots de chaleur.**

L'industrie, qui ne peut plus nier la catastrophe en cours, a choisi d'y répondre en s'attaquant au carbone: par des recettes plus ou moins discutables de béton et ciment bas carbone, par une mascarade autour du recyclage, un remplacement des énergies fossiles de leurs fours par des déchets ou encore par des projets de stockage carbone dans les fonds marins. Encore une fois: nous ne sommes pas dupes. Rien n'est fait pour ralentir ou remettre en question l'hégémonie des bétonneurs. **Ces multinationales négocient main dans la main avec l'Etat complice.**

Pilier du système capitaliste, **la filière du béton exploite les sols, le vivant et les corps.** C'est un des secteurs qui exploite le plus de travailleur-euses sans papiers, qui engendre 14% des accidents du travail, 16% des maladies professionnelles et 19% des décès. Les lobbys de cette filière continuent de faire pression pour imposer la construction neuve **bétonnant des terres et justifiant la démolition de quartiers entiers partout en France.** Renouvellement urbain qui n'est autre qu'un renouvellement des habitantes et habitants au profit de la spéculation immobilière et la gentrification.

**Partout en France, des luttes se soulèvent contre cette filière qui est entrain de toutes et tous nous couler.** Que cela soit contre des carrières, contre un tunnel, une autoroute, un entrepôt logistique, pour la régularisation de papiers de travailleurs, pour un travail artisanal digne, pour la maintenance du bâti existant, pour réquisitionner des bâtiments vides plutôt que d'en construire, contre un

écoquartier qui va bétonner des jardins ouvriers... **partout en France, faisons entendre nos voix à l'unissons pour fissurer le béton.**

(1) <https://www.unep.org/fr/actualites-et-recits/communiqu%C3%A9-de-presse/les-emissions-du-secteur-mondial-du-batiment-restent>

(2)(3) <https://www.anah.gouv.fr/actualites/faut-il-laisser-tomber-le-beton>

## **POURQUOI LUTTER CONTRE LES DATA CENTERS ?**

En février 2025, le sommet de l'Intelligence Artificielle porté en grandes pompes par le président Macron, annonçait 109 milliards d'euros d'investissements étrangers pour la construction de nouveaux data center en France. **Les problématiques écologiques et sociales de ces centres de données sont nombreuses** : prédation sur l'eau et l'électricité au niveau local, emballement de l'industrie numérique basée sur un extractivisme insoutenable et consolidation matérielle du capitalisme numérique sécuritaire. Mais ce n'est pas tout : **les data center accentuent également les prédatons et l'artificialisation de ce qui soutient nos existences : les sols.**

Lors de ce sommet, Emmanuel Macron annonçait également avoir mis au travail les services de l'Etat afin d'identifier 35 sites clés en main pour une installation facilitée pour tout porteur de projet. **Ces 35 sites représenteraient cumulés quelques 1200 hectares artificialisés.** Quelques mois plus tard, un document fuitait avec **26 de ces sites en cours d'attribution, qui ensemble représentaient déjà 1100 hectares**, soit en moyenne 41 hectares par sites. Parmi eux citons le projet de Fouju, où un projet de campus IA ayant pour actionnaire majoritaire un fonds d'investissements Emirati impliqué dans divers scandales autour des cryptomonnaies est en cours d'instruction avec une prise de **70 hectares de terres agricoles**, ou encore les **195 hectares achetés par Google** dans l'Indre à Etrechet.

Le collectif le Nuage était sous nos pieds a enquêté et lancé [une carte participative](#) sur laquelle figurent déjà **plus de 350 data center existants et 59 projets, en construction, en cours d'instruction ou annoncés dans la presse.** Dans les terres achetées par les compagnies de data center, on trouve **d'anciens bâtiments industriels, logistiques et commerciaux** - ainsi que de **nombreuses terres en friches non bâties** ou encore **des terres agricoles**. C'est le cas des 35 hectares de terres agricoles, dont 11 hectares cultivés en agriculture biologique, achetées par Microsoft sur la commune de Petit-Landau en Alsace. La plupart du temps ces terres sont dans des régions déjà constituées comme **territoires servants**, où s'accumulent les pollutions et nuisances du capitalisme industriel.

Les lobbies de centre de données comme France Data Center poussent activement à la mise en place de **régimes dérogatoires sur la loi Zéro Artificialisation Nette**, notamment à travers l'article 15 de la loi de Simplification de la vie économique tout juste votée ou le paquet Omnibus à échelle européenne. Soutenu par le gouvernement macroniste (et largement par le Rassemblement National), ces lois cherchent à ouvrir grand les portes des terres agricoles et naturelles pour ces

projets. Rappelons que pour 1 emploi créé dans un centre de données, il y a en moyenne 24 millions d'euros d'investissement. En termes d'emprise au sol, on estime que la création **d'un emploi équivalent temps plein (ETP) se fait pour 10 000 m2** de data center (la moyenne de la création d'emploi par emprise foncière étant de 50 ETP pour la même surface, selon France Nature Environnement). Rappelons enfin que **plus les centres de données sont importants, moins ils embauchent proportionnellement** - et que **l'usage extensif de l'IA détruit par ailleurs massivement des emplois**. Les centres de données sont les bases matérielles de l'extractivisme des données, et cherchent à se défaire toujours plus des travailleur.euse.s.

Les centres de données contribuent encore à **l'artificialisation indirecte des sols**. Premièrement, ils sont des ogres énergétiques. Annoncés par Anne Le Hénaff, ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle et du numérique, les besoins de puissance électrique des porteurs de projets de data centers s'élève à 28,6 GW. Cela correspond à la moitié de la puissance du parc nucléaire français. **Cette prédation sur la production électrique conduira inévitablement à la pression sur les sols exercée par le nucléaire mais aussi par le photovoltaïque**. Elle conduit également déjà à la création de **nombreuses lignes à très hautes tensions, postes électriques et autres infrastructures nécessaires au transport d'électricité - pour des usages dont la priorité est plus que contestable**.

Deuxièmement, ils dépendent de **chaînes extractives tentaculaires**. Or, Cobalt, Coltan, Bauxite, Cuivre, Cassitérite, on trouve plus de soixante métaux ou autres matières précieuses dans les serveurs classiques qu'abritent les data Center. **Ce sont autant de mines, d'usines de raffinage, de transformation, d'assemblage qui sont mobilisées**. On estime à plus de 17000 sous-traitants à travers le monde les chaînes de productions d'un serveur, reliés entre eux par des infrastructures logistiques, renforçant la destruction des sols à travers le monde. À cela, il faut encore ajouter les **décharges internationales d'équipements numériques où s'entassent, entre autres, les serveurs que l'on renouvelle en moyenne tous les deux ans**.

Pour finir, les data Centers sont **une aubaine pour le secteur du BTP et du ciment**. Plusieurs études montrent que les data centers deviennent un moteur structurel de l'activité de construction, au vu des résultats records affichés par plusieurs acteurs de la filière dopés par la demande en data centers.

Les raisons pour lutter contre les data centers sont nombreuses : **technofascisme, capitalisme de surveillance, santé mentale, militarisation croissante de la tech, impacts territoriaux délétères**. Pour tout cela, de nombreuses luttes locales contre les data center se lancent en ce moment, et beaucoup vont rejoindre la campagne Fissurer le béton contre l'artificialisation des sols et la confiscation de nos territoires par des intérêts privés !

## **POURQUOI LUTTER CONTRE LES CARRIERES ?**

Dans les carrières nous sommes passés **de l'extraction à l'extractivisme, du prélèvement à l'accaparement**. Une multitude de petites carrières contribuaient à la construction d'habitats locaux,

habitats variés et adaptés. Les transports étaient courts et les traces de l'extraction pouvaient être belles quand on laissait la nature reprendre ses droits. Mais ce modèle où l'on prend soin du milieu dans lequel on exerce n'existe plus. **Dépossession du territoire, de nos sols et sous-sols, dépossession des savoirs locaux, de la singularité des habitats, du touché de la matière ( pierre, ardoise, terre, etc.): désormais de grandes entreprises du BTP raclent tout.** Arraisonnement de la matière, on ne tient même plus compte de son agentivité, elle est broyée puis agglomérée, coulée sur les sols ou emmurée. **Les carrières, ce sont les berceaux de l'artificialisation des sols, de la bétonisation, et les tombeaux de nos excès.** Après avoir épuisé la ressource, on met dans les excavations les déchets du BTP. Le capitalisme a faim, les carrières servent de mangeoires et de litières .

**En France, 380 millions de tonnes par an de granulat (gravier, sable) sont produits.** En retour de refoulement **240 millions de tonnes par an de déchet du BTP sont générés** et seul un tiers est recyclé (valorisation) , un tiers part en carrières au titre de l'aménagement (on parle aussi de valorisation) et un tiers part en carrière mais au titre de l'élimination. Cet exercice comptable permet ainsi à l'Etat de répondre aux directives européennes de 70% de valorisation en mettant tout dans le même sac. Le déni est un enfouissement.

**Des carrières naissent aussi toutes les pollutions imaginables :** émissions de bruits et de poussières, séismes déclenchés par les tirs de mines, destructions de la biodiversité, pollutions des sols et des eaux, altérations des circuits hydriques, pollutions par le trafic routier volumineux, par les produits dérivés tel le ciment et par l'artificialisation des sols, pollutions par les déchets du BTP qui y sont déposés... C'est du lourd.

Des terres sont décapées de leur humus, de leur couche de vie pour laisser place à des carrières, gravières, sablières. Pour recevoir leur production, d'autres terres seront à leur tour décapées. Des constructions et des démolitions. D'incessants trajets, à l'aller du granulat et au retour du gravats. Des trous et des comblements. **Ces graviers, ces sables qui constituent les flancs de montagne, les lits de rivières, les sols terrestres ou marins sont ainsi trimballés.** Les routes usées par ces chargements font le bonheur de ces entreprises qui auront à les recharger de leur matière morte . Capitalisme circulaire.

En France, **50 000 hectares de carrières vont ainsi produire 24 000 hectares de surfaces bétonnés par an.** Les autoroutes démarrent dans les carrières et ne mènent pas à grand chose. La réduction de l'artificialisation n'a de sens qu'à baisser le robinet des carrières. L'extractivisme, le productivisme, le consumérisme s'aliment, se surexcitent mutuellement.

Et cela se termine mal: fini les aménagements de carrières, le machinisme permet de creuser encore plus profondément ou plus largement, et dorénavant le comblement par des déchets suivi par une couche en surface de parcs photovoltaïques semble être le point final. Ce qui a été pris n'est plus rendu à la nature.

Des solutions sont possibles : **Entretenir, réhabiliter les bâtiments, déconstruire au lieu de démolir, utiliser des matériaux biosourcées, repenser l'aménagement du territoire et l'architecture, privilégier un habitat durable ou léger, réutiliser les matériaux, recycler les déchets du BTP.**

En bref, éviter la prédation et la détérioration.

**Des associations militent contre des ouvertures, renouvellements ou extensions de carrières, une quarantaine d'entre elles ont rejoint la coalition Fin de carrière.** Cet objet carrière reste méconnu, caché par des merlons, activité assourdissante tue par les médias, enfouie par les syndicats et lobbyistes de l'industrie extractive, pourtant elle se marque dans nos paysages, dans l'actualité. Comment ne pas voir dans ces guerres tous ces champs de ruines, il en faut des productions minières pour détruire, comme il y aura besoin de carrières pour reconstruire. Guerre économique, économie de guerre, à qui profite le crime, Lafarge et consort, les grandes industries extractives sont prêtes.

Nous voulons un avenir, pas une carrière.

Nous appelons à rejoindre le Printemps des luttes, à **fissurer le béton avant même sa production, pour ne pas que la Terre craquèle de toute part.**

## **POURQUOI LUTTER CONTRE LES CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES ?**

« On va vous louer le volume d'air au dessus de vos terres »<sup>1</sup>. Tel est le pipeau d'un commercial afin de placer des tonnes de métal connectés sur des terres agricoles et naturelles. Cette rhétorique de la non artificialisation des centrales photovoltaïques, voire de la renaturation qu'elles permettraient, accompagne le déploiement de ces immenses zones industrielles. Une sémantique aujourd'hui reprise dans la Loi Lecamp, portée par la FNSEA. Mais, pire encore, **pour justifier la destruction de milliers d'hectares de forêts par le photovoltaïque, les lobbyistes expliquent qu'afin de réduire les émissions carbone, mieux vaut défricher et installer des panneaux.** C'est dire leur audace.

La Programmation pluriannuelle de l'énergie fait seulement mine de ralentir ce déploiement. Avec un objectif entre 9,8 et 21,8 GWc d'ici 2035 pour les installations « au sol », **c'est 55 000 hectares de terres agricoles naturelles et forestières qui pourraient être nouvellement impactées dans les 8 prochaines années.** Soit 5 fois la surface de la capitale<sup>2</sup>. Car en effet, « 5 GW équivaut à équiper l'équivalent de la surface de la ville de Paris [et] l'artificialisation totale ou partielle d'espaces naturels, semi-naturels voire agricoles affecte les fonctions régulatrices, notamment climatiques, et la biodiversité de ces écosystèmes » constate sévèrement le CNPN quant à ces centrales, au point qu'il en exige l'interdiction sur ces espaces<sup>3</sup>. La plus haute instance administrative compétente en matière de biodiversité précise même que « dans le contexte d'érosion rapide de la biodiversité (...) 110 000 ha [scénario pour 2050] de milieux naturels ou semi-naturels constituent une pression très élevée ». En effet, cela correspond « à la moitié de la superficie de l'ensemble des réserves naturelles de France hexagonale »<sup>4</sup>. D'autres scénarios sont encore plus inquiétants<sup>5</sup>. **Dès 2022 le Ministère de la Transition expliquait qu'il fallait recouvrir entre « 0,2% à 0,4% du territoire » ce qui représente le département des Yvelines<sup>6</sup>.** Quant au lobby de Christian Dupraz, France agrivoltaïsme, dirigé par la FNSEA, il plaide pour recouvrir 1% des terres agricoles soit 267 000 hectares<sup>8</sup>.

Pourtant, afin de sortir du nucléaire et des fossiles, voire correspondre au scénario le plus ambitieux

de RTE en terme de renouvelables, nul besoin de toucher un seul hectare. Le CNRS<sup>9</sup> ou le Centre Commun de Recherche (CCR) de la Commission Européenne mettent en évidence que le potentiel solaire sur des zones déjà artificialisées est suffisant. C'est ainsi qu'en Europe 10 000 kilomètres carrés y sont propices. **Pour la France, le potentiel en toiture est de 360 GWc, couvrant donc 100% de la consommation actuelle totale d'électricité<sup>10</sup>.** Et ce sans compter les parkings, routes, friches industrielles...

Cela relève de l'évidence : **selon l'Ademe, « les centrales photovoltaïques [sont] des sites industriels»<sup>11</sup>... qui coûtent environ 1 million d'euros à l'hectare.** Des sommes colossales qui permettraient largement d'installer les panneaux ailleurs. Et malgré une décennie de marketing promouvant « l'agrivoltaïsme »<sup>12</sup>, ses soi-disant merveilles pour l'agriculture, **l'INRAE, pourtant ardente partisane de ce déploiement, alerte : « les agriculteurs cesseront de cultiver, et on aura in fine artificialisé des terres agricoles et réduit la production agricole »<sup>13</sup>.** Car cette arnaque permet uniquement la « synergie » entre l'agro-industrie et les industriels de l'énergie. Le CNPN décrit amèrement la destruction des espaces engendrée par une centrale photovoltaïque, qui nécessite « un terrassement, une base chantier, (...) des réseaux électriques dans le sol, (...) plusieurs postes de transformation sur le site, l'installation d'une clôture ». Sans oublier les caméras et « d'éventuels fossés de drainage et un raccordement électrique vers le poste source le plus proche », ainsi que « la création de plus 5 voire 10 ha de pistes ». Il dénonce aussi la « destruction d'habitats naturels, induisant une compaction forte du sol ». Par ailleurs les socles en béton sont « une artificialisation du sol (un tiers à un demi-mètre carré de béton par pieu correspond souvent à plusieurs centaines de mètres carrés bétonnés) en considérant les milliers de pieux pour une centrale photovoltaïque ». Et de conclure que « **la majorité des centrales photovoltaïques au sol constituent une artificialisation des sols** »<sup>14</sup>. Un rapport parlementaire rappelle même que « le développement de l'agrivoltaïsme [avec] la pose de panneaux photovoltaïques artificiels (...) contribue également à réduire les surfaces cultivées et constitue en cela une forme d'artificialisation des sols ».<sup>15</sup>

Distinction artificielle entre le noble « agrivoltaïsme » et le vulgaire « photovoltaïque au sol », création d'ombre principale et d'électricité à titre « secondaire », et non-prise en compte des centrales dans l'artificialisation : tels sont les trois leviers rhétoriques à l'œuvre. **En 2023, un décret<sup>16</sup> de la loi climat et résilience, permet que le photovoltaïque sur les terres ne soit plus compté comme relevant du dispositif Zéro Artificialisation Nette.** Pour cela rien de plus simple : avoir « un couvert végétal adapté » ; prétendre que l'installation est « réversible » ; et jurer qu'il y' aura maintien d'une « vocation » des terres agricoles. Comme si cela ne suffisait pas, les industriels bénéficient d'autres dérogations : un mètre dix sous les panneaux, deux mètres entre les rangées<sup>17</sup>, et des socles en béton de moins de 1 mètre carré, ainsi que des grillages non occultants. Et bien, c'était déjà trop contraignant pour les défenseurs de la vertu agrivoltaïque. C'est ainsi qu'un Arrêté<sup>18</sup> permet finalement à ces centrales, pourtant vendues comme respectueuses de l'agriculture, d'être exonérées des critères objectifs précédemment énumérés. **Sur le papier, les panneaux agrivoltés peuvent donc toucher le sol, y enfouir des socles en béton supérieur à un mètre carré, avoir des pistes imperméables et grillages occultants avec base maçonnée, etc.**

Ceux qui se targuent encore d'écologie pour justifier ces constructions, essayent de faire oublier que cette violente déferlante repose uniquement sur la misère du monde agricole. **Car si les revendications des organisations défendant l'agriculture paysanne étaient mises en œuvre, pas un seul cultivateur, pas un seul éleveur, n'accepterait ces tonnes de métal.** Le déploiement de ces

centrales, faisant ruisseler des millions d'euros, est une des façons d'acheter la coopération de la FNSEA et de la Coordination Rurale, et dans un contexte de baisse des dotations, celle de beaucoup d'élu.es. **Cette attaque frontale contre l'agriculture paysanne<sup>19</sup> et la biodiversité est accentuée par la rencontre entre le « numérique, génétique, robotique » de Macron et le lobby France agrivoltaïsme<sup>20</sup>.** Mais malgré quinze années de rabâchage rhétorique, aujourd'hui seuls quelques techno-solutionnistes restent encore sous le joug de cette illusion.

Face à qui, fièrement, de tracts en sabotages<sup>21</sup>, et une centaine de luttes victorieuses<sup>22</sup>, plus de 400 organisations<sup>23</sup>, des milliers d'habitantes et riverains, des paysannes et paysans, créent tous les jours et sans préavis, les prémises de tempêtes, emportant l'arnaque de «l'agrivoltaïsme» dans les latrines de l'histoire .

## **POURQUOI LUTTER CONTRE LES PROJETS ROUTIERS, LES MEGA PROJETS... ?**

Retrouvez tous les argumentaires [sur le site du Printemps des luttes locales !](#)

## Contact presse :

via l'application Signal : **@printemps.26**

via mail : **printempsdesluttelocales@systemli.org**

## Infos pratiques :

### QUAND ?

Du 23 - 26 mai 2026

### OÙ ?

[La carte des actions](#) publiques

### POURQUOI ET COMMENT ?

<https://printempsdesluttelocales.noblogs.org>

